

ASSEMBLÉE NATIONALE

XVI^e LÉGISLATURE

Juillet 2022

QUESTIONNAIRE

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE SUR
LE PROJET DE **loi de finances pour 2023**

En application de l'article 49 de la loi organique relative aux lois de finances

OUTRE-MER

Rapporteur pour avis :

M. Yoann Gillet

*Les réponses doivent être adressées **dès que possible** et, et en tout état de cause avant le 10 octobre 2022, date limite résultant de l'article 49 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, aux adresses suivantes :*

yoann.gillet@assemblee-nationale.fr

aaureau@assemblee-nationale.fr

I. L'EXERCICE 2022

1. Fournir une prévision du montant des crédits consommés en 2022 pour chacun des deux programmes et expliquer les écarts par rapport aux crédits ouverts par la loi de finances pour 2022 et fournir un comparatif sur les crédits consommés sur ces mêmes programmes sur les dix dernières années.
2. Récapituler et justifier les mouvements réglementaires de crédits concernant la mission *Outre-mer* intervenus durant l'exercice 2022.
3. Présenter les différents dispositifs d'aide à l'ingénierie à l'attention des collectivités territoriales, en particulier le dispositif COROM (contrats d'accompagnement des communes d'outre-mer en difficulté financière).
4. Présenter le bilan de l'association de la DGOM à l'expérimentation budgétaire relative à l'élaboration, au contenu, à la validation et au contrôle des documents de programmation et de répartition budgétaire en 2021.

II. LES ORIENTATIONS DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2023

5. Présenter synthétiquement les orientations budgétaires de la mission pour 2023 et indiquer comment elles s'articulent avec la programmation pluriannuelle des finances publiques. Faire ressortir les priorités, réorientations ainsi que, le cas échéant, les économies prévues. Commenter et justifier les principales évolutions entre la LFI2022 et le PLF2023.
6. Présenter les éventuelles modifications de la maquette de la mission *Outre-mer*. Détailler et justifier les mesures de transferts et les mesures de périmètre qui concernent la mission.

III. PROGRAMME *EMPLOI OUTRE-MER*

7. Faire le point sur la dette de l'État envers l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) ou la créance de l'État sur celle-ci dans le cadre de la compensation des exonérations de cotisations sociale du programme *Emploi outre-mer*.
8. Présenter le bilan de la mise en œuvre de l'indemnité de mobilité géographique des militaires (IMGM) : montant associé, bénéficiaires....
9. Faire le bilan du SMA 2025+, lancé en 2022. Présenter par ailleurs le bilan du SMA pour l'année 2021 (en particulier, nombre et profil des bénéficiaires).
10. Présenter le bilan du fonds outre-mer (ancien fonds outre-mer 5.0).

IV. PROGRAMME *CONDITIONS DE VIE OUTRE-MER*

11. Commenter le niveau des crédits de la ligne budgétaire unique (LBU) destinée au financement du logement. Expliquer les écarts constatés par rapport aux crédits ouverts en LFI pour 2022.
12. Faire le bilan du dispositif COROM et des contrats signés dans ce cadre.
13. Présenter les différentes mesures mises en œuvre ou envisagées pour répondre à la problématique de la vie chère dans les outre-mer, en particulier l'extension du « bouclier qualité prix » annoncée par le gouvernement. Préciser les montants concernés.
14. Lors de la discussion du PLF pour 2022, les crédits consommés dans le cadre des contrats de convergence et de transformation étaient encore bien en deçà du total des montants contractualisés. Faire le bilan actualisé des montants ouverts et consommés, préciser les principaux projets financés et expliquer les éventuels retards constatés.

V. CRISE SANITAIRE ET PLAN DE RELANCE

15. Dresser un bilan sanitaire et économique de la pandémie de Covid-19 dans les territoires ultramarins. Indiquer les moyens débloqués par l'État pour faire face à l'épidémie dans chacun de des territoires : moyens sanitaires exceptionnels, dotations spéciales, soutiens aux collectivités, effectifs supplémentaires, etc.
16. Préciser les moyens mis en œuvre par l'État dans le cadre de la campagne de vaccination contre le Covid-19 dans les outre-mer.

VI. AUTRES QUESTIONS

17. Fournir une note sur la situation économique de chaque collectivité régie par l'article 73, par l'article 74, et de la Nouvelle-Calédonie, en précisant notamment le taux de croissance, la consommation, l'investissement, les relations avec les autres territoires –y compris étrangers – du même bassin économique régional, les relations économiques avec l'hexagone, la situation du marché du travail, la santé financière des collectivités territoriales. Lorsque cela est pertinent, comparer ces données à celles de l'hexagone.
18. Présenter l'apport budgétaire de l'Union européenne au profit des outre-mer au cours des deux derniers exercices connus. Indiquer la nature des actions financées et la répartition de ces crédits par collectivité. Préciser les perspectives pour 2023 et au-delà.
19. Faire le bilan des dispositifs relatifs aux outre-mer adoptés dans le projet de loi de finances rectificatives pour 2022 et dans le projet de loi portant mesures d'urgences pour la protection du pouvoir d'achat.
20. Présenter la stratégie et les perspectives au sujet de l'octroi de mer qui a un effet direct sur le coût de la vie dans les territoires ultramarins.
21. Présenter la stratégie et les perspectives au sujet du système scolaire dans les territoires ultramarins et particulièrement en **Guyane et à Mayotte**.

VII. QUESTIONS THEMATIQUES : LA SECURITE EN OUTRE-MER

Orientations générales et moyens

22. Présenter les orientations budgétaires du projet de loi de finances pour 2023 en matière de sécurité.
23. Préciser et chiffrer les moyens matériels et humains pour assurer la sécurité de toutes les zones maritimes et terrestres des Outre-mer.
24. Pour chaque DROM, chaque COM et pour la Nouvelle-Calédonie, présenter un bilan sur les dix dernières années (territoire par territoire, année par année) de l'évolution des effectifs (en nombre de postes effectivement pourvus) des forces de l'ordre (gendarmerie, police nationale, police municipale/territoriale...) ainsi que de leurs équipements.
25. Présenter un bilan de la création des quatre directions territoriales de la police nationale supplémentaires par le décret du 29 décembre 2021. Préciser en particulier si ces créations ont été réalisées à moyens constants ou si elles ont permis de renforcer les effectifs.
26. Pour chaque DROM, chaque COM et pour la Nouvelle-Calédonie, présenter un bilan sur les dix dernières années (territoire par territoire, année par année) sur le nombre d'actes (contraventions, délits, crimes) avec une classification par catégories d'infractions.
27. Présenter les actions prises depuis dix ans pour soutenir le renforcement des effectifs et l'équipement des polices municipales/territoriales dans les Outre-mer.
28. Fournir des détails sur la coordination de l'action des unités par le commandement de la gendarmerie contre la prolifération des armes dans l'Outre-mer.
29. Préciser le nombre d'antennes et de détachements de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OFAST) dans les Outre-mer.
30. Préciser toutes les zones de sécurité prioritaires sur l'ensemble des Outre-mer et les critères permettant de qualifier une zone en tant que telle.
31. Présenter les actions de prévention de la délinquance mises en œuvre dans les Outre-mer par l'administration, les associations, ou autres acteurs pertinents.
32. Préciser la répartition des zones de police et de gendarmerie dans les Outre-mer, et le cadre de leur coopération.
33. Pour chaque DROM, chaque COM et pour la Nouvelle-Calédonie, fournir des données précises sur l'évolution de l'immigration légale et illégale sur les dix dernières années (territoire par territoire, année par année).
34. Fournir des données sur la radicalité religieuse en outre-mer et présenter les moyens mis en œuvre pour lutter contre les réseaux islamistes et terroristes.

Problématiques géographiques spécifiques

35. Présenter un bilan sur la lutte contre la hausse de criminalité liée au trafic de stupéfiants et d'armes à feu ainsi que les moyens mis en place contre leur circulation en **Martinique**.
36. Présenter les stratégies mises en place par le comité de pilotage stratégique de la lutte contre l'orpaillage illégal (LCOI) en **Guyane**.
37. Présenter un bilan de l'accord de **Guyane** du 21 avril 2017 du point de vue de la sécurité.
38. Présenter les démarches opérationnelles et préventives envisagées contre la lutte contre le trafic de drogues, et plus particulièrement de l'ice en **Polynésie française**.
39. Fournir le taux d'évolution des faits de violences sexuelles au cours des cinq dernières années sur le territoire de la **Guadeloupe** et les actions réalisées pour lutter contre celles-ci.
40. Présenter un bilan sur les dix dernières années (territoire par territoire, année par année) de l'évolution des effectifs des forces de l'ordre dédiés à la maîtrise et au contrôle des frontières (en nombre de postes effectivement pourvus) et notamment en **Guyane et à Mayotte**.
41. Présenter les mesures prises pour renforcer les moyens de la police municipale permettant de lutter contre l'insécurité routière dans le territoire des **îles Wallis et Futuna ?**